

50527725/1

712

(1965, 67, 69)

Diminution Générale des prix (décision prise par voie réglementaire).

Diminution générale des Prix (décision prise par voie réglementaire)

Ordonnance	30. 6.45	(J.O. 8. 7.45)
Décret	2. 1.47	(J.O. 2. 1.47)
Décret	4. 1.47	(J.O. 6/7. 1.47)
	C.A. 8. 1.47	5 III
(s) C.A.	5. 3.47	16 III 9°
(s) C.A.	26. 3.47	28 VI

- Pourvoi formé par la Fédération Nationale des Transports Routiers (rejet).

Arrêt du Conseil d'Etat 30. 7.49
Notification 18.11.49

Application aux tarifs :

V. D. 632/47-3 : Recherche de l'équilibre en 1947

D. 5102 : Pouvoirs du Ministre en matière d'aménagements de tarifs

V. D 5212 : Application à la rémunération des services de correspondance.

Ministère des Travaux Publics,
des Transports et du Tourisme

Paris, le 18 novembre 1949

Secrétariat Général
aux Travaux Publics

C O P I E

Direction Générale des Chemins
de fer et des Transports

Service du Contrôle
des Transports par fer

Le Ministre des Travaux Publics,
des Transports et du Tourisme

2ème Bureau

5816 P.

à Monsieur le Président du Conseil
d'Administration de la Société Nationale
des Chemins de fer français

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, pour information, une ampliation de la décision prise le 30 juillet 1949 par le Conseil d'Etat statuant au Contentieux sur le pourvoi formé par la Fédération Nationale des Transports Routiers contre l'article 9, alinéa 4 du Décret du 24 février 1947 portant diminution générale des prix.

Par autorisation :

P. le Directeur Général des Chemins
de fer et des Transports,

Le Chef de Service Adjoint,

signé : BESNARD.

Décision lue le

30 juillet 1949

Fédération Nationale
des Transports Routiers.

CONSEIL D'ETAT

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

Le Conseil d'Etat statuant au Contentieux (Section du Contentieux),

Sur le rapport de la 3ème sous-section de la Section du Contentieux,

Vu la requête et le mémoire présentés pour la Fédération Nationale des Transports Routiers, dont le siège est à Paris, 44, rue de la Bienfaisance, agissant poursuites et diligences de son Président en exercice, ladite requête et ledit mémoire enregistrés au Secrétariat du Contentieux du Conseil d'Etat le 14 mars 1947 et le 7 mai 1947 et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler l'article 9 alinéa 4 du décret du 24 février 1947 portant diminution générale des prix,

.....

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu l'ordonnance du 30 juin 1945;

Vu les décrets des 31 août 1937 et 31 décembre 1937;

Vu l'ordonnance du 31 juillet 1945;

Oui M. BARJOT, Maître des Requêtes en son rapport;

Oui M^e NICOLAY, avocat de la Fédération Nationale des Transports Routiers, en ses observations;

Oui M. GAZIER, auditeur Commissaire adjoint du Gouvernement en ses conclusions.

Considérant que la requête susvisée de la Fédération Nationale des Transports Routiers est dirigée contre la disposition de l'article 9 du décret du 24 février 1947, portant diminution générale des prix, qui invite la Société Nationale des Chemins

.....

de fer Français à présenter au Gouvernement une proposition de refonte générale des tarifs de chemins de fer applicables aux marchandises, comportant dans l'ensemble une diminution de 11 % par rapport aux tarifs en vigueur au 1er janvier 1947;

Considérant que la Fédération requérante, qui groupe uniquement des transports sur route, ne justifie pas d'un intérêt de nature à lui donner qualité pour déférer au Conseil d'Etat la disposition réglementaire susindiquée, qui est relative à l'ensemble des tarifs applicables aux marchandises transportées par la Société Nationale des Chemins de fer français; que dès lors sa requête n'est pas recevable,

D E C I D E :

Article 1er. - La requête susvisée de la Fédération Nationale des Transporteurs Routiers est rejetée.

Article 2. - Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre des Travaux Publics et des Transports et au Secrétaire d'Etat aux Affaires Economiques.

Délibéré dans la séance du 22 juillet 1949 où siégeaient :
MM. ROUCHON-MAZERAT, Président - BLONDEAU, LATOURNERIE,
BOUFFANDEAU, JOSSE, DULERY, GELINET, TOUTEE, IMBERT, Présidents
de Sous-Section - DEVELLY, Conseiller d'Etat et BARJOT, Maître
des requêtes-rapporteur.

Lu en séance publique le 30 juillet 1949.

Le Président,

signé : ROUCHON-MAZERAT.

Le Maître des requêtes-rapporteur,

signé : BARJOT.

Le Secrétaire du Contentieux,
Secrétaire de la Section du Contentieux,

signé : A. MARGUERIE.

La République mande et ordonne au Ministre des Travaux Publics et des Transports et au Secrétaire d'Etat aux Affaires Economiques, chacun en ce qui les concerne, et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,

Le Secrétaire du Contentieux du Conseil d'Etat,

Signé :

d'Administration du 26 mars 1947

QUESTION VI - Révision I du budget d'exploitation

p. 28

Incidence des décrets portant diminution générale
des prix sur le budget de la S.N.C.F.

.....

M. MICHEL observe que le montant prévu de l'indemnité compensatrice, soit 4.700 M., ne représente qu'environ la moitié des diminutions de recettes consécutives aux abaissements de tarifs. Cela tient à ce que le Gouvernement avait escompté qu'à concurrence d'une somme à peu près égale, la S.N.C.F. devait-elle-même bénéficier, sous forme de compression de ses propres dépenses, de la politique de baisse générale des prix mise en oeuvre par les Pouvoirs Publics.

Il n'apparaît pas, dans la présente révision, que cette politique de baisse des prix se traduise par une diminution de dépenses d'une telle amplitude. C'est avec raison que l'on n'a tenu compte que des diminutions de dépenses effectives. Mais il convient d'en tirer toutes les conséquences et si, lors de la prochaine révision, il continue de s'avérer que les économies réalisables de ce fait ont été surévaluées lors du calcul de l'indemnité compensatrice, il sera nécessaire de demander au Gouvernement de relever, à due concurrence, le montant de cette indemnité.

M. LE PRESIDENT est bien d'accord sur cette manière de voir et, si le montant actuel de l'indemnité compensatrice est trop faible en regard du déficit à couvrir, la S.N.C.F. sera tenue, lors de la prochaine révision, de formuler de nouvelles propositions tendant au rétablissement de son équilibre budgétaire.

.....

M. PAILLIEUX estime que la révision budgétaire présentée justifie les craintes qu'il avait formulées précédemment : la S.N.C.F. n'enregistre aucun allègement de ses dépenses, au titre de la baisse des prix, ces dernières étant, en réalité, en hausse par rapport aux prévisions initiales, et cette évolution étant susceptible de s'accroître encore dans l'avenir, pour l'acier notamment.

On ne peut que regretter à nouveau, dans ces conditions, que le Gouvernement ait cru devoir appliquer les mesures de baisse aux tarifs ferroviaires, déjà anormalement bas, au même titre qu'à des produits dont les prix étaient excessifs. Le personnel ne peut voir sans crainte s'instaurer un déficit budgétaire dont le montant réel est d'autant plus important qu'aucun crédit n'a encore été ouvert, comme l'a relevé M. TOURNEMAINE, au titre du relèvement, cependant inéluctable, des traitements.

Il est fâcheux, à ce titre, que le montant du déficit prévu ait été maintenu à un niveau tel qu'il demeure inférieur au seuil prévu par la Convention de 1937, au delà duquel le Conseil aurait été tenu de proposer au Gouvernement les mesures propres à rétablir l'équilibre financier. Au moment du vote du Budget de l'Etat, les Pouvoirs Publics auraient été ainsi exactement informés de la situation de la S.N.C.F. et mis à même de prendre leurs responsabilités.

.....

M. LE PRESIDENT fait observer qu'il est impossible présentement d'inscrire un crédit autrement que pour mémoire, au titre du reclassement, dans l'ignorance où l'on se trouve de l'importance de la dépense réelle qui en résultera. Ce n'est donc qu'à l'occasion de la prochaine révision que la question de l'équilibre financier sera posée.

M. ARON demande que la prochaine révision fasse apparaître nettement le bilan de l'application des décrets de baisse : baisse des recettes d'une part, baisse des dépenses d'autre part.

M. LE PRESIDENT précise que la lettre qu'il est proposé d'adresser au Ministre des Travaux Publics fournit déjà ce renseignement; il y est indiqué, en effet, que les baisses de prix imposées par le Gouvernement ne procurent à la S.N.C.F. qu'un allègement de dépenses évalué à 2.450 M. contre une perte de recettes qu'elle estime devoir atteindre 9.200 M.

.....

d'Administration du 5 mars 1947

QUESTION III - Marchés et commandes

- 9°) Marché avec les Etablissements Sculford pour la fourniture de 9 tours à profiler les bandages des essieux montés.-

p. 16

Répercussions des décrets de baisse sur les marchés

.....

M. CRAPIER demande s'il pourrait être donné au Conseil quelques précisions quant aux répercussions sur les marchés en cours de l'application de la baisse de 5 % depuis le 1er janvier

M. LEMAIRE répond que les marchés passés par la S.N.C.F. sont soumis aux règles qui ont été posées par les circulaires du Ministère de l'Economie Nationale et du Service des Ponts et Chaussées. En ce qui concerne les marchés de gré à gré, la baisse doit être intégralement observée. S'il s'agit de marchés par adjudication, il faut faire intervenir la notion de prix-limite. En principe, le mieux-disant reçoit l'adjudication, mais on établit la moyenne des prix des concurrents venant immédiatement après et c'est cette moyenne qui constitue le prix-limite. Les prix du mieux-disant

....

subissent ensuite un abattement dans la mesure où ils ne sont pas inférieurs de 10 % à ce prix-limite; s'ils sont inférieurs de 10 % ou plus, on considère qu'ils font déjà état de la baisse de 10 %.

M. CRAPIER constate que, avec cette méthode, le fournisseur qui a passé avec la S.N.C.F. un marché de gré à gré avantageux pour cette dernière, se verra pénalisé par rapport à celui qui aura obtenu une adjudication, ce qui paraît anormal.

.....

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 8 janvier 1947

QUESTION III - Marchés et Commandes

Application du décret du 2 janvier 1947

(p.5)

M. BOUTET indique que le Comité des Marchés a longuement examiné les problèmes que pose pour la S.N.C.F. l'application des décrets des 2 et 7 janvier 1947 portant diminution des prix.

Les Services de la S.N.C.F. s'étaient d'ailleurs déjà préoccupés de cette question et avaient pris contact avec les Ministères intéressés, notamment avec le Service des Prix de l'Economie Nationale.

A cet égard, les marchés peuvent être classés en 4 catégories.

En ce qui concerne tout d'abord les marchés dont l'exécution est terminée mais dont le règlement est encore en cours, l'application rétroactive des réductions de prix prévue par le décret du 2 janvier ne pouvait manquer de soulever de graves difficultés ; outre que la base juridique de ces mesures pouvait paraître contestable, puisqu'elles n'étaient édictées que par un décret, ces mesures ne laissaient pas que de présenter un caractère quelque peu inéquitable puisqu'elles aboutissaient à favoriser les mauvais payeurs, la réduction devant s'appliquer à l'ensemble du marché, même si quelques paiements seulement, quelle qu'en soit d'ailleurs l'importance, étaient en retard. Ces difficultés ont été levées par le décret du 7 janvier qui a modifié sur ce point les dispositions primitives du décret du 2 janvier ; il résulte très nettement des explications qui ont été fournies par les Services que le Gouvernement n'a pas l'intention d'appliquer rétroactivement la réduction de 5 % aux marchés déjà exécutés, même si les paiements ne sont pas tous effectués.

En ce qui concerne les marchés en cours, l'application du décret entraînera une réduction de prix, les prix des fournitures

comprises dans ces marchés subissant une baisse de 5 % ; le jeu des formules de variation aura pour résultat une baisse des prix. Toutefois, la question se pose de savoir si la baisse de 5 % ne s'appliquera qu'aux matières ou à l'ensemble des travaux restant à livrer ou à exécuter. Aucune directive n'a encore été donnée par les Pouvoirs Publics ; mais la question ne présente pas un caractère d'urgence, étant donné que les acomptes ne sont versés que jusqu'à concurrence de 80 % du montant des marchés. Il reste donc une marge qui permettra de régler définitivement les marchés selon ces directives.

La question se pose différemment pour les marchés soumis aujourd'hui à l'approbation du Conseil ; ils ont fait l'objet d'adjudications ou de négociations, mais n'ont encore reçu aucun commencement d'exécution ; aucune pièce officielle n'entérine l'accord

intervenir entre l'entrepreneur et la S.N.C.F. Dans ces conditions, le Comité a estimé que la diminution de 5 % devait être demandée à l'entrepreneur, au besoin même être exigée de lui et que ces marchés ne devraient pas être signés sans que l'entrepreneur fût dûment averti que les dispositions des décrets récents seront appliquées tant pour la baisse prévue immédiatement que pour celle qui doit entrer en vigueur le 1^{er} mars.

Enfin, il est certain que, pour les marchés à passer dans l'avenir, la réduction devra être appliquée à l'ensemble des travaux et des fournitures.

Tels sont les principes dont s'est inspiré le Comité des Marchés pour l'examen des dossiers sur lesquels le Conseil est appelé à statuer aujourd'hui.

M. LE PRESIDENT demande aux membres du Conseil si l'exposé de M. BOUTET appelle des observations de leur part.

M. ARON est d'accord sur l'exposé fait par M. le Président BOUTET. Il pense toutefois que le Conseil pourrait être plus affirmatif sur les prix indexés, et exprimer l'opinion que la réduction de 5 % doit porter non seulement sur la partie du prix afférente aux matières, mais aussi sur la partie fixe et sur la partie afférente aux salaires, c'est-à-dire en définitive sur le prix global.

M. BOUTET estime que la formule serait évidemment d'une application beaucoup plus simple, mais il est nécessaire, avant de l'adopter, d'attendre les instructions qui seront données certainement par les Pouvoirs Publics.

APPLICATION du DECRET RELATIF à la
BAISSE de 5% aux MARCHES de la SNCF

M. ^{1er} Président BOUTET ouvre la séance en attirant l'attention des membres du Comité sur le problème que pose l'application du décret du 2 Janvier 1947.

M. LEMAIRE répond que la S.N.C.F. se tient à ce sujet en étroit contact avec le Ministère de l'Economie Nationale et que la rédaction d'un nouveau texte au sujet des marchés simplifie déjà le problème.

Il ressort de l'échange de vues qui a lieu entre les membres du Comité, que dans l'état actuel des choses, il conviendrait pour l'application de ce décret de distinguer 4 Catégories de marchés.

- 1°) les marchés dont le règlement seul est en cours.
Ils ne subiraient aucune réduction de leur montant, il paraît normal que le décret n'ait pas d'effet rétroactif.

2°) les marchés ayant fait l'objet d'adjudication antérieurement au 31 Décembre 1946.

Il ne semble pas pour ceux-ci que la baisse de 5% puisse s'appliquer sur le montant total, mais que celle-ci devrait se faire d'après la formule de révision. Le Comité n'exclut pas pourtant l'hypothèse que l'on puisse pratiquer la réduction de 5% sur l'ensemble (fourniture et salaire). Dans tous les cas, nous sommes garantis puisque le montant des acomptes consentis aux Entrepreneurs ne dépasse pas 80%.

3°) les marchés qui feront l'objet d'adjudication à partir du 31 décembre 1946.

La réduction de 5% semble devoir s'appliquer à l'ensemble.

4°) les marchés futurs.

Pour ceux-ci, la réduction se fera vraisemblablement à la base par l'application de nouveaux prix réglementaires.

Le Comité émettra donc des avis sur les marchés qui lui sont présentés ce jour sous réserve des conditions d'application du décret. Il demande que l'approbation de nos marchés soit subordonnée à ces modalités et que nous en informions, dès maintenant, nos Entrepreneurs ou nos fournisseurs.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET DES FINANCES

Décret n° 47-16 du 4 janvier 1947 modifiant le décret n° 47-1 du 2 janvier 1947 portant diminution générale des prix.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de l'économie nationale et des finances,

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix, modifiée par les textes ultérieurs;

Vu l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, modifiée par les textes ultérieurs;

Vu la loi n° 46-1024 du 14 mai 1946 complétant l'article 37 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix;

Vu l'avis du comité central des prix,

Décète:

Art. 1^{er}. — Le deuxième alinéa du paragraphe a de l'article 2 du décret n° 47-1 du 2 janvier 1947 est remplacé par les dispositions suivantes:

« Cette disposition s'applique également aux produits dont les prix sont fixés par campagne et qui, déjà livrés à la date d'entrée en vigueur du présent décret, n'ont fait, à cette même date, que l'objet d'un paiement partiel ou qui n'ont encore fait l'objet d'aucun paiement ».

Art. 2. — Le deuxième alinéa de l'article 5 du décret n° 47-1 du 2 janvier 1947 est modifié comme suit:

« Il en est de même des services dont les prix sont actuellement libres, des honoraires minimum... ».

(Le reste de l'alinéa sans changement.)

Art. 3. — Le troisième alinéa de l'article 5 du décret n° 47-1 du 2 janvier 1947 est supprimé.

Art. 4. — Le deuxième alinéa de l'article 6 du décret n° 47-1 du 2 janvier 1947 est remplacé par les dispositions suivantes:

« La diminution de 5 p. 100 des prix prévue par le présent décret est applicable aux stocks détenus à la date du 2 janvier 1947 par les importateurs, selon des modalités qui seront fixées par un arrêté du ministre de l'économie nationale et des finances ».

Art. 5. — Le cinquième alinéa de l'article 6 du décret n° 47-1 du 2 janvier 1947 est remplacé par les dispositions suivantes:

« Des arrêtés du ministre de l'économie nationale et des finances et du ministre de la France d'outre-mer fixeront ultérieurement les baisses aux différents stades de transformation et de commercialisation des matières premières importées de l'étranger et de l'Union française, dont la liste est jointe en annexe. Ces produits ne subissent pas la baisse de 5 p. 100; néanmoins, les produits fabriqués à partir de ces matières premières sont diminués de 5 p. 100 ».

Art. 6. — Les produits suivants sont ajoutés à l'annexe du décret n° 47-1 du 2 janvier 1947:

« Lin, sisal, ramie, métaux non ferreux et leurs minerais, savon, métaux précieux, diamants, amiante, mica, graphite, cacao, amygdées, cuir, vanille, écorces de quinquina, pyrites ».

Art. 7. — Les produits suivants sont supprimés de l'annexe du décret n° 47-1 du 2 janvier 1947:

« Métaux non ferreux, ciment, or, platine, argent, aluminium, benzène, toluène, iode ».

Art. 8. — La date d'entrée en vigueur du présent décret est celle du décret n° 47-1 du 2 janvier 1947.

Art. 9. — Les ministres d'Etat, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre de la défense nationale, le ministre de l'économie nationale et des finances, le ministre de l'agriculture, le ministre de la production industrielle, le ministre de l'éducation nationale, le ministre des travaux publics, des transports et de la reconstruction, le ministre de la France d'outre-mer, le ministre du travail et de la sécurité so-

ciale, le ministre des postes, télégraphes et téléphones, le ministre de la santé publique et de la population, le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre et le secrétaire d'Etat à la présidence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 4 janvier 1947.

LÉON BLUM.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République:

Le ministre d'Etat,
GUY MOLLET.

Le ministre d'Etat,
AUGUSTIN LAURENT.

Le ministre d'Etat,
FÉLIX GOUIN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
PAUL RAMADIER.

Le ministre de l'intérieur,
ÉDOUARD DEPREUX.

Le ministre de la défense nationale,
ANDRÉ LE TROQUER.

Le ministre de l'économie nationale et des finances,
A. PHILIP.

Le ministre de l'agriculture,
TANGUY PRIGENT.

Le ministre de la production industrielle,
ROBERT LACOSTE.

Le ministre de l'éducation nationale,
M.-E. NAEGELE.

Le ministre des travaux publics, des transports et de la reconstruction,
JULES MOCH.

Le ministre d'Etat, ministre de la France d'outre-mer par intérim,
AUGUSTIN LAURENT.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
DANIEL MAYER.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,
EUGÈNE THOMAS.

Le ministre de la santé publique et de la population,
PIERRE SECELLER.

Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre,
MAX LEJEUNE.

Le secrétaire d'Etat à la présidence,
ALBERT GAZIER.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET DES FINANCES

Décret n° 47-1 du 2 janvier 1947
portant diminution générale des prix.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de l'économie nationale et des finances,

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix modifiée par les textes ultérieurs;

Vu l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique modifiée par les textes ultérieurs;

Vu la loi n° 46-1024 du 14 mai 1946 complétant l'article 37 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix;

Vu l'avis du comité central des prix,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les prix de vente aux consommateurs de tous les produits tels qu'ils résultent des dispositions de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945, des décrets, des arrêtés ministériels, interministériels et préfectoraux, et des décisions des organismes professionnels en vigueur à la date du présent décret, sont, à partir du 2 janvier 1947, diminués de 5 p. 100.

Art. 2. — Pour l'application de cette disposition :

a) Les prix à la production des produits de la pêche, des produits agricoles et industriels, qu'il s'agisse de production directe ou après transformation industrielle, sont diminués de 5 p. 100.

Cette disposition s'applique aux produits qui, déjà livrés à la date d'entrée en vigueur du présent décret, n'ont fait à cette même date que l'objet d'un paiement partiel ou qui n'ont encore fait l'objet d'aucun paiement. La diminution porte, dans tous les cas, sur la totalité du prix.

Toutefois les modalités d'application de l'alinéa précédent aux livraisons de blé et de seigle faites aux organismes stockeurs avant le 2 janvier 1947 feront l'objet d'un arrêté interministériel.

Par exception, les prix limites des produits sidérurgiques résultant de l'arrêté

n° 16858 sont diminués de 16,66 p. 100. Ceux résultant de l'arrêté n° 16859 sont diminués de 23,077 p. 100. Les prix du gaz et de l'électricité tels qu'ils résultent des arrêtés n° 16867 et 16869 sont diminués de 40 pour 100.

b) Les marges commerciales fixées en valeur absolue sont diminuées de 5 pour 100;

c) Les taux de marque restent ceux actuellement en vigueur;

d) Les cours normaux actuellement fixés sont diminués de 5 p. 100;

e) Les prix actuellement libres, tels qu'ils résultent, à la production et aux stades de gros et de détail, des derniers tarifs ou des dernières mercuriales de 1946 sont diminués de 5 p. 100.

En ce qui concerne les fruits et les légumes, un arrêté du ministre de l'économie nationale et des finances déterminera les marges des commerçants détaillants, des commerçants grossistes et des expéditeurs.

Les factures délivrées doivent porter explicitement la baisse de prix prévue au présent article au moyen de la mention « Baisse générale de 5 p. 100 ».

Art. 3. — La diminution de 5 p. 100 des prix prévue par le présent décret est applicable aux stocks détenus à la date du 2 janvier 1947 à la production et à tous les stades du commerce.

La diminution prévue à l'alinéa précédent doit être portée explicitement sur les factures au moyen de la mention « Baisse générale de 5 p. 100 ».

Art. 4. — En ce qui concerne les ventes aux consommateurs, les prix de vente, affectés de la diminution opérée conformément aux dispositions qui précèdent, sont arrondis dans les conditions prévues à l'arrêté interministériel n° 14828 du 16 avril 1946.

Art. 5. — Les prix des services aux consommateurs ou aux utilisateurs (y compris les tarifs des spectacles et cinémas), tels qu'ils résultent des dispositions de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945, des décrets, des arrêtés ministériels, interministériels et préfectoraux et des décisions des organismes professionnels actuellement en vigueur, sont diminués de 5 p. 100.

Il en est de même des honoraires minimum des professions médicales, des chirurgiens dentistes et des sages-femmes. Les honoraires des officiers ministériels sont calculés conformément aux dispositions des décrets du 30 avril 1946 (avoués), du 4 septembre 1945 (huissiers) et du 10 août 1945 (notaires) modifiés par les textes subséquents et diminués de 5 pour 100.

Cette disposition s'applique aux services qui, déjà effectués à la date d'entrée en vigueur du présent décret, n'ont fait, à cette même date, que l'objet d'un paiement partiel ou qui n'ont encore fait l'objet d'aucun paiement. La diminution porte dans tous les cas sur la totalité du prix.

Les factures et documents délivrés doivent porter explicitement la baisse de prix prévue au présent article au moyen de la mention « Baisse générale de 5 p. 100 ».

Art. 6. — En ce qui concerne les produits importés, sont considérés comme prix intérieurs français pour l'application des articles 4 et 5 de l'arrêté n° 16640, les prix intérieurs ayant supporté la diminution de 5 p. 100 prévue à l'article 1^{er} du présent décret.

La diminution de 5 p. 100 des prix prévue par le présent décret est applicable

aux stocks détenus à la date du 2 janvier 1947 par les importateurs, en ce qui concerne les produits autres que ceux qui sont portés par la liste jointe en annexe au présent décret.

La baisse de 5 p. 100 s'applique aux prix C. A. F. des produits importés de l'Union française et de l'Algérie.

Les factures délivrées doivent porter la baisse de prix prévue au présent article au moyen de la mention « Baisse générale de 5 p. 100 ».

Les matières premières importées de l'étranger dont la liste est jointe en annexe ne subissent pas la baisse de 5 p. 100; néanmoins les produits fabriqués à partir de ces matières premières sont diminués de 5 p. 100. Des arrêtés du ministre de l'économie nationale et des finances fixeront ultérieurement les baisses aux différents stades de transformation des produits visés ci-dessus.

Art. 7. — Les prix des produits exportés à destination de l'Union française et de l'Algérie sont calculés conformément aux dispositions en vigueur et diminués de 5 p. 100.

Les factures délivrées devront explicitement porter la baisse prévue au présent article au moyen de la mention « Baisse générale de 5 p. 100 ».

Art. 8. — En application des dispositions de l'article 2 de l'acte dit loi du 28 juin 1941, le montant des droits indirects spécifiques de consommation, le montant de la taxe à la mouture, le montant des droits de douane sur les produits pétroliers et des droits de douane spécifiques sur les denrées coloniales sont réduits de 5 pour 100.

Art. 9. — Dans un délai de huit jours :

a) Les prix de vente au public des poudres, des alcools et des produits du service d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes seront, en moyenne, diminués de 5 p. 100;

b) Les tarifs de transport marchandises de la Société nationale des chemins de fer français, des transports par voie ferrée d'intérêt général et local, des transports routiers et les frets de navigation intérieure seront diminués de 5 p. 100;

c) Les tarifs du métropolitain seront abaissés à 4 F pour le billet simple et à 30 F pour la carte hebdomadaire;

d) Les tarifs postaux en vigueur à la date du présent décret seront en moyenne diminués de 5 p. 100;

e) Un arrêté du ministre de l'économie nationale et des finances déterminera les modalités d'application de la baisse générale de 5 p. 100 aux primes d'assurances.

Art. 10. — Les entreprises de détail devront dès la mise en vigueur du présent décret, modifier les écriteaux et les étiquettes de marquage prévus par l'arrêté n° 6960 du 9 juillet 1943 en indiquant, à côté de l'ancien prix barré d'un trait, le nouveau prix résultant des dispositions du présent décret.

Les affiches visées par l'arrêté n° 16591 du 18 octobre 1946 devront comporter, à côté de l'ancien prix barré d'un trait, les nouveaux prix résultant des dispositions du présent décret.

En outre, l'indication générale « Baisse de 5 p. 100 sur les prix en vigueur au 2 janvier 1947 » sera portée sur chaque vitrine ou mentionnée dans chaque rayon.

Art. 11. — Une nouvelle baisse générale de 5 p. 100 sera appliquée le 1^{er} mars 1947 selon les modalités prévues au présent décret, sauf en ce qui concerne les tarifs du métropolitain, les produits sidérurgiques et les prix du gaz et de l'électricité.

Art. 12. — Les infractions aux dispositions du présent décret sont considérées comme pratiques de prix illicites et constatées, poursuivies et réprimées comme telles. Les préfets devront, notamment, dans les conditions prévues aux articles 29 et suivants de l'ordonnance 45-1484 du 30 juin 1945 et dans les cinq jours de réception du procès-verbal par le directeur du contrôle et des enquêtes économiques, prescrire la fermeture des magasins, bureaux, ateliers et usines du délinquant, ainsi que l'affichage et la publicité des sanctions prises.

Art. 13. — Le présent décret entre en vigueur immédiatement.

Art. 14. — Les ministres d'Etat, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre de la défense nationale, le ministre de l'économie nationale et des finances, le ministre de l'agriculture, le ministre de la production industrielle, le ministre de l'éducation nationale, le ministre des travaux publics, des transports et de la reconstruction, le ministre de la France d'outre-mer, le ministre du travail et de la sécurité sociale, le ministre des postes, télégraphes et téléphones, le ministre de la santé publique et de la population, le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre et le secrétaire d'Etat à la présidence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 janvier 1947.

LÉON BLUM.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le ministre d'Etat,
GUY MOLLET.

Le ministre d'Etat,
AUGUSTIN LAURENT.

Le ministre d'Etat,
FÉLIX GOUIN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
PAUL RAMADIER.

Le ministre de l'intérieur,
ÉDOUARD DEPREUX.

Le ministre de la défense nationale,
ANDRÉ LE TROQUER.

Le ministre de l'économie nationale
et des finances,
A. PHILIP.

Le ministre de l'agriculture,
TANGUY PRIGENT.

Le ministre de la production industrielle,
ROBERT LACOSTE.

Le ministre de l'éducation nationale,
M.-E. NAEGELEN.

Le ministre des travaux publics,
des transports et de la reconstruction,
JULES MOCH.

Le ministre d'Etat, ministre
de la France d'outre-mer par intérim,
AUGUSTIN LAURENT.

Le ministre du travail
et de la sécurité sociale,
DANIEL MAYER.

Le ministre des postes, télégraphes
et téléphones,
EUGÈNE THOMAS.

Le ministre de la santé publique
et de la population,
PIERRE SEGELLE.

Le ministre des anciens combattants
et victimes de la guerre,
MAX LEJEUNE.

Le secrétaire d'Etat à la présidence,
ALBERT GAZIER.

tation des demandes de majoration ou de fixation de prix a été allégée; le domaine d'application de la loi, précisé. En outre, ont été intégrées, sous forme d'un livre qui leur est spécialement consacré, les dispositions relatives à la détention des stocks, à la délivrance des factures, à la réglementation des prix dans les ventes aux enchères.

Cette ordonnance a pour but principal d'éviter tout désordre juridique et toute incertitude quant à l'application des principes qui régissent l'intervention du Gouvernement dans le domaine de la fixation des prix.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre de l'économie nationale et des finances,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Le comité juridique entendu,

Ordonne :

LIVRE I^{er}

Des règles applicables en matière de prix.

TITRE I^{er}

DE LA FIXATION DES PRIX

CHAPITRE I^{er}. — Des organes de fixation des prix.

Art. 1^{er}. — Les décisions relatives aux prix de tous produits et services sont prises :

1^o Par arrêtés interministériels du ministre chargé de l'économie nationale et du ministre responsable pour les produits et services dont la liste est établie par décret rendu sur la proposition du ministre de l'économie nationale;

2^o Par arrêtés du ministre de l'économie nationale pour tous les autres produits et services;

3^o Par arrêtés du commissaire régional de la République en vertu d'une délégation de compétence du ministre de l'économie nationale accordée par arrêté; l'arrêté de délégation fixe l'objet et l'étendue des pouvoirs du commissaire régional;

4^o Par arrêtés du préfet agissant par délégation du commissaire régional de la République;

5^o Par les organismes agréés par le ministre de l'économie nationale, agissant en vertu d'une délégation de compétence accordée par arrêté du ministre de l'économie nationale, et, pour les produits et services figurant à la liste visée à l'alinéa 1^{er}, § 1^o du présent article, par arrêté du ministre de l'économie nationale et du ministre responsable. Les arrêtés de délégation de compétence fixent l'objet et l'étendue des pouvoirs des organismes agréés ainsi que les obligations qui leur incombent à ce sujet.

En outre, les ministres qui ont compétence pour prendre les décisions prévues au premier alinéa, §§ 1^o, 2^o, 3^o et 5^o du présent article, peuvent assortir ces décisions de toutes dispositions accessoires destinées à en assurer l'application et à faciliter le contrôle de leur exécution.

Toute disposition figurant dans lesdites décisions et qui ne se rattacherait pas directement à la fixation des prix est réputée disposition accessoire au sens de l'alinéa ci-dessus.

Art. 2. — Les arrêtés visés au 1^{er} alinéa, §§ 1^o et 2^o de l'article 1^{er}, fixent les prix ou prix-limite à la production et, le

cas échéant, à tous les stades de la distribution :

Soit par détermination du prix lui-même;

Soit par l'établissement d'une majoration ou d'une diminution;

Soit par fixation d'une marge bénéficiaire ou d'un taux de marque;

Ou, par tout autre moyen approprié.

Les arrêtés visés au 1^{er} alinéa, §§ 3^o et 4^o de l'article 1^{er}, fixent par les mêmes moyens les prix ou prix-limite pour l'établissement desquels le commissaire régional de la République ou le préfet ont reçu délégation de compétence.

Art. 3. — Les ministres qui ont compétence pour fixer les prix-limite des produits et des services peuvent, le cas échéant, procéder à des fixations de prix minimum, dans les formes prévues à l'article 1^{er} et dans les conditions spécifiées à l'article 2 de la présente ordonnance.

Ils peuvent également déléguer compétence à ces fins au commissaire régional de la République, au préfet ou aux organismes agréés.

Art. 4. — Les arrêtés interministériels ou ministériels sont pris après avis du comité central des prix.

Les arrêtés des commissaires régionaux de la République et ceux des préfets sont pris après consultation soit du comité régional, soit du comité départemental des prix. Ils doivent être soumis sans délai au ministre de l'économie nationale et au ministre responsable s'il s'agit de produits ou services figurant à la liste visée à l'alinéa 1^{er}, § 1^o de l'article 1^{er}, au ministre de l'économie nationale s'il s'agit d'autres produits ou de services.

Des arrêtés interministériels ou ministériels, ainsi que des arrêtés du commissaire régional de la République, pris dans les conditions prévues à l'article 1^{er}, peuvent modifier respectivement : les premiers les arrêtés des commissaires régionaux et des préfets, les seconds ceux des préfets, ou y suppléer.

Des arrêtés interministériels ou ministériels pris dans les conditions prévues à l'article 1^{er} peuvent modifier les décisions des organismes agréés visés au premier alinéa, § 5^o de l'article 1^{er}, ou y suppléer.

Art. 5. — Le comité central des prix est présidé par le ministre de l'économie nationale ou, à son défaut, par le directeur des prix au ministère de l'économie nationale.

Il comprend :

Un représentant du ministre de l'intérieur.

Un représentant du ministre de l'économie nationale.

Un représentant du ministre des finances.

Un représentant du ministre de l'agriculture.

Un représentant du ministre du ravitaillement.

Un représentant du ministre de la production industrielle.

Un représentant du ministre des travaux publics.

Un représentant du ministre du travail et de la sécurité sociale.

Un représentant du ministre des colonies.

Quatre représentants des consommateurs, dont un chef de famille nombreuse et trois représentants des syndicats ouvriers, un représentant des industriels, un représentant des commerçants, un représentant des utilisateurs des produits industriels, un représentant des agriculteurs, un

Ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix.

EXPOSE DES MOTIFS

Le rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental comporte nécessairement l'adoption d'une législation générale relative à la fixation des prix et à la répression des infractions en matière économique.

En application de l'article 7 de l'ordonnance du 9 août 1944, les deux projets ci-annexés ont pour objet, d'une part de constater la nullité de la législation intervenue depuis le 15 juin 1940, d'autre part d'y substituer les principes qui auront désormais force de loi en la matière.

Dans un but de simplification et de coordination, la législation antérieure a été scindée en deux textes distincts : le premier est plus spécialement consacré à la procédure de fixation des prix; le second traite de la répression de toutes les infractions commises dans le domaine économique, unifiant ainsi les dispositions éparses autrefois en des textes différents.

Des considérations d'intérêt pratique ont conduit à la validation de la plus grande partie des règles précédemment suivies en ce qui concerne la fixation des prix, ces règles n'étant pas inconciliables avec le rétablissement de la légalité républicaine. Aussi le texte de l'ordonnance relative aux prix ne contient-il que des innovations de détail conduisant à une présentation plus logique des textes ou à une simplification de la procédure dictée par l'expérience des faits. C'est ainsi que, groupés sous l'égide du ministre de l'économie nationale et des finances, les ministres responsables des différents produits et services restent compétents pour procéder à la fixation des prix de tous les produits et services; que les représentants locaux du pouvoir central, ou les organismes professionnels n'ont de pouvoir en ce domaine que sur une délégation de compétence ministérielle; que la constitution des comités spécialisés des prix demeure préalable à toute décision en la matière; que la définition des infractions dites de majoration illicite des prix a été reprise sans modification; que l'échelle des peines répressives demeure inchangée. Par contre, la procédure de présen-

représentant des producteurs coloniaux, un représentant des armateurs et pêcheurs.

Les dix derniers membres du comité central des prix sont désignés par arrêté du ministre de l'économie nationale, le représentant des agriculteurs et les représentants des syndicats ouvriers étant choisis sur présentation des organismes syndicaux.

En outre, le comité est complété par un représentant des ministres autres que ceux visés ci-dessus chaque fois qu'une question les concernant est appelée en discussion.

Ce représentant a voix délibérative.

Les fonctionnaires membres du comité peuvent être choisis, le cas échéant, parmi des fonctionnaires retraités d'un grade équivalent aux fonctionnaires en exercice.

Le directeur général du contrôle économique prend part aux délibérations du comité central des prix avec voix consultative.

En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

Art. 6. — Le comité central des prix est saisi par le ministre de l'économie nationale.

Art. 7. — Il est institué auprès du comité central des prix un cadre de rapporteurs comprenant un rapporteur général, des rapporteurs généraux adjoints, des commissaires rapporteurs, des rapporteurs et des rapporteurs adjoints, qui sont chargés, sans préjudice des missions confiées au rapporteur général par les articles 15, 39 et 40 de la présente ordonnance, de présenter les dossiers de prix à ce comité.

Le rapporteur général et les rapporteurs sont désignés par le ministre de l'économie nationale. Les dossiers sont répartis entre eux par décision du ministre.

Art. 8. — Dans chaque région, le comité régional des prix est composé ainsi qu'il suit :

Le commissaire régional de la République.

Le secrétaire général pour les affaires économiques.

Le directeur des services agricoles du siège de la région.

Le directeur des contributions directes ou le directeur des contributions indirectes du siège de la région, sur désignation du commissaire régional de la République.

Le directeur régional du ravitaillement général.

Le délégué régional à la famille.

Le directeur des services vétérinaires du siège de la région.

L'inspecteur général des ponts et chaussées de la région.

L'inspecteur général à la production industrielle.

Le directeur de l'inscription maritime dans les régions côtières.

Deux représentants des agriculteurs de la région.

Deux délégués des régions économiques domiciliés dans la région administrative, représentant les commerçants et industriels de cette région; deux chefs de famille nombreuse et deux délégués des syndicats ouvriers de la région représentant les consommateurs de la région et, dans les régions côtières, un représentant des armateurs et pêcheurs, tous désignés par le commissaire régional.

Les fonctionnaires membres du comité peuvent être choisis, le cas échéant, parmi des fonctionnaires retraités d'un grade équivalent aux fonctionnaires en exercice.

Le directeur régional du contrôle économique prend part aux délibérations du comité régional des prix avec voix consultative.

Si le nombre et l'importance des départements de la région l'exigent, le commissaire régional de la République peut porter simultanément à trois le nombre des représentants des agriculteurs, des délégués des régions économiques, des chefs de famille nombreuse et des délégués des syndicats ouvriers.

En cas d'empêchement d'assister aux séances du comité régional des prix, les membres non fonctionnaires peuvent se faire suppléer. Les membres suppléants sont désignés par le commissaire régional de la République.

Le comité régional des prix est présidé par le commissaire régional de la République ou, à défaut, par le secrétaire général pour les affaires économiques de la région.

En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

Art. 9. — Dans chaque département, le comité départemental des prix est composé ainsi qu'il suit :

Le préfet, président.

Le directeur des contributions directes ou le directeur des contributions indirectes sur désignation du préfet.

Le directeur des services agricoles.

Le directeur du ravitaillement général.

L'ingénieur en chef des ponts et chaussées pour l'examen des affaires relatives aux transports.

L'administrateur de l'inscription maritime, chef du quartier intéressé dans les départements côtiers.

Un représentant des agriculteurs, un représentant des industriels et commerçants, un chef de famille nombreuse et un délégué des syndicats ouvriers représentant les consommateurs et dans les départements côtiers, un représentant des armateurs et pêcheurs, tous désignés par le préfet.

Les fonctionnaires membres du comité peuvent être choisis, le cas échéant, parmi des fonctionnaires retraités d'un grade équivalent aux fonctionnaires en exercice.

Le directeur départemental du contrôle économique prend part aux délibérations du comité départemental avec voix consultative.

En cas d'empêchement d'assister aux séances du comité départemental des prix, les membres non fonctionnaires peuvent se faire suppléer. Les membres suppléants sont désignés par le préfet.

En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

Art. 10. — En outre, peuvent prendre part avec voix délibérative aux délibérations du comité régional ou du comité départemental des prix, les inspecteurs que le ministre de l'économie nationale aura chargé de missions économiques relatives à la réglementation des prix.

Art. 11. — Les débats du comité central des prix, du comité régional et du comité départemental des prix sont confidentiels.

Art. 12. — Les membres du comité central des prix, des comités régionaux et départementaux des prix, les fonctionnaires du cadre des rapporteurs près le comité central des prix et les fonctionnaires visés au premier alinéa de l'article 13 sont tenus au secret professionnel, sauf à l'égard du ministre de l'économie nationale ou du ministre responsable.

Art. 13. — Les fonctionnaires de l'Etat chargés de procéder aux enquêtes prescrites par les organismes de fixation des prix prévus aux articles 5, 8 et 9 peuvent, sur présentation de leur commis-

sion :

1° Demander communication à toutes entreprises commerciales, industrielles ou artisanales, à toutes sociétés coopératives, à toutes exploitations agricoles ainsi qu'à tous organismes professionnels, des documents qu'ils détiennent, relatifs à leur activité;

2° Demander toutes justifications des prix pratiqués ainsi que la décomposition de ces prix en leurs différents éléments;

3° Procéder à toutes visites d'établissements industriels, commerciaux, agricoles, artisanaux ou coopératifs;

4° Exiger copie des documents qu'ils estiment nécessaires pour l'accomplissement de leur mission.

Art. 14. — Les administrations ou offices de l'Etat, des départements, des communes et des colonies, les établissements publics et assimilés, les établissements ou organismes placés sous le contrôle de l'Etat ainsi que les entreprises et services concédés par l'Etat, les départements, les communes et colonies ne peuvent opposer le secret professionnel aux fonctionnaires visés à l'article 13.

Art. 15. — Les arrêtés établissant les mesures générales d'application des délégations de compétence prévues à l'article 63 ainsi que les arrêtés de délégation de compétence prévus à l'article 1er, alinéa 1er, § 5, déterminent les documents dont les organismes agréés peuvent demander aux entreprises la production et l'envoi en vue de procéder aux fixations de prix pour lesquels ils ont reçu compétence.

Les membres et employés des organismes agréés sont, à l'égard de ces documents, tenus au secret professionnel dans les conditions prévues à l'article 12 ci-dessus.

Au cas de refus d'exécution de la part des entreprises, les organismes agréés en rendent compte au ministre de l'économie nationale (direction des prix) qui peut mettre les entreprises en demeure de produire ou d'envoyer les documents. La carence des entreprises est, le cas échéant, constatée par le rapporteur général près le comité central des prix.

CHAPITRE II. — Des principes de fixation des prix.

Section I. — Du blocage des prix.

Art. 16. — Les prix de tous les produits et services sont et demeurent bloqués, soit au niveau qu'ils avaient atteint au 1er septembre 1939, soit au niveau qui résulte des décisions prises depuis cette date.

Art. 17. — Les prix bloqués s'entendent des prix pratiqués par l'entreprise elle-même; si celle-ci ne peut en justifier ou si elle ne vendait pas, à l'époque du blocage, les produits ou services considérés, ces prix s'entendent des prix usuellement pratiqués pour des produits ou services identiques par des entreprises similaires.

Art. 18. — L. — Le niveau des prix à la date du blocage s'apprécie pour les produits et services dont la qualité n'a pas été modifiée, compte tenu :

1° De la consistance du produit ou du service en quantité ou en importance;

2° Des prestations d'emballage, de transport et de toutes autres prestations accessoires;

3° Des remises, escomptes, ristournes et bonifications de tous ordres faits de façon habituelle à la clientèle et de toutes autres conditions de vente et de paiement;

4° Et de façon générale, de tous les avantages habituellement consentis par l'entreprise à l'occasion des transactions.

Toute diminution de la quantité du produit ou de l'importance du service, toutes modifications défavorables à l'acheteur des conditions de vente et de paiement, toute réduction ou suppression des prestations ou avantages visés au présent article, toute contrepartie nouvelle exigée de l'acheteur doivent faire l'objet d'une diminution automatique et correspondante du prix.

II. — Les produits ou services dont la qualité a été modifiée sont considérés, au regard de la présente ordonnance et en ce qui concerne le blocage des prix, soit comme des produits ou services nouveaux s'ils répondent aux définitions données par les arrêtés prévus à l'article 25 ci-après, soit comme des produits ou services qui ont subi des modifications et dont les prix sont homologués conformément aux dispositions des articles 26 et 27.

Art. 19. — Sauf autorisation expresse accordée par des arrêtés pris en application de l'article 1^{er}, premier alinéa, §§ 1^{er} et 2^o, est suspendue, nonobstant toutes stipulations contraires, l'application des clauses contractuelles qui prévoient la détermination d'un prix au moyen de formules à variation automatique.

Art. 20. — Les dispositions des articles 16, 17 et 18 ne sont pas applicables aux prix à la production des produits agricoles aussi longtemps qu'ils n'ont pas fait l'objet de décision de fixation.

Section II. — Des modifications au niveau du blocage des prix.

Art. 21. — A titre exceptionnel, des modifications en hausse peuvent être apportées au niveau des prix bloqués lorsque le prix de revient d'un produit ou d'un service subit une majoration due soit à une hausse du cours des matières premières sur les marchés étrangers, soit à des circonstances exceptionnelles résultant d'un cas particulier de force majeure et que cette majoration dépasse un pourcentage jugé suffisant par le comité central des prix.

Ces modifications font l'objet de décisions prises dans les conditions prévues à l'article 1^{er}.

Art. 22. — En aucun cas n'est retenue la majoration qui serait due à l'intervention d'intermédiaires nouveaux.

Est considéré comme intermédiaire nouveau :

1^o Le commerçant qui, en dehors de son activité habituelle et sans habilitation régulière, s'introduit, même occasionnellement, dans le cycle normal de la distribution;

2^o Toute personne non commerçante qui, par acte isolé ou habituel, s'introduit également dans le cycle normal de la distribution.

Art. 23. — Les prix bloqués peuvent également faire l'objet de diminution dans les formes prévues à l'article 1^{er}, lorsque leur niveau est considéré comme trop élevé.

Section III. — Des produits ou des services nouveaux.

Art. 24. — Tout produit nouveau mis en vente, tout service nouveau faisant l'objet d'une rétribution quelconque doivent avoir fait l'objet d'une décision préalable de fixation de prix dans les conditions prévues à l'article 1^{er}.

Art. 25. — Les produits ou services nouveaux sont définis par arrêté du ministre de l'économie nationale et des ministres responsables.

Section IV. — Des produits ou services qui ont subi des modifications.

Art. 26. — Le prix-limite de vente des produits ou services qui ont subi des modifications est établi en reconstituant le prix fictif de vente au 1^{er} septembre 1939 et en lui appliquant, s'il y a lieu, la majoration ou la diminution résultant des décisions prises depuis cette date.

Art. 27. — Les autorités ou organismes chargés de l'homologation des prix-limite des produits ou services visés à l'article 26 et à l'article 28 sont désignés par arrêté du ministre de l'économie nationale et des ministres responsables.

Cet arrêté détermine également la procédure applicable à cette homologation.

Art. 28. — Les prix-limite des produits ou services nouveaux qui ont subi des modifications sont homologués à partir du prix déterminé conformément aux dispositions de l'article 24 et suivant la procédure prévue à l'article 27.

TITRE II

DE LA PUBLICITÉ DES PRIX

CHAPITRE I^{er}. — De la publication des décisions relatives aux prix.

Art. 29. — Les arrêtés interministériels et ministériels prévus à l'alinéa 1^{er}, paragraphes 1^o, 2^o, 3^o et 5^o de l'article 1^{er}, aux articles 3, 4, 19, 21, 23, 24, 25, 27, 33, 34 et 63, les décisions d'ordre général des organismes agréés prévus à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, paragraphe 5^o, sont publiés au *Bulletin officiel des services des prix*, spécialement édité à cet effet. Ce bulletin, rédigé par les soins de la direction des prix du ministère de l'économie nationale, est adressé, dans chaque arrondissement, à la préfecture ou à la sous-préfecture. Il est envoyé, en outre, aux comités régionaux et départementaux des prix, ainsi qu'aux directions régionales et départementales du contrôle économique, où il est tenu à la disposition du public en vue d'une consultation éventuelle.

Sauf dispositions contraires insérées aux arrêtés, et, en ce qui concerne les décisions des organismes agréés, aux arrêtés prévus à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, paragraphe 5^o, les arrêtés et décisions sont applicables :

A Paris, un jour franc après leur publication,

Dans l'arrondissement, un jour franc à dater de l'arrivée du *Bulletin officiel des services des prix* à la préfecture ou à la sous-préfecture.

Par exception aux règles qui précèdent, les arrêtés interministériels ou ministériels qui modifient les arrêtés des commissaires régionaux de la République et des préfets ou qui y suppléent sont applicables dans les délais prévus à l'article 31.

Art. 30. — Les barèmes de prix, listes, tableaux et nomenclatures contenus dans les arrêtés ministériels et interministériels prévus aux paragraphes 1^o et 2^o de l'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er}, aux articles 3, 4, dernier alinéa, 19, 21, 23, 24, et dans les décisions des organismes agréés prévus à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, paragraphe 5^o, peuvent, au lieu d'être publiés au *Bulletin officiel des services des prix* avec les arrêtés et décisions auxquels ils se rapportent, faire l'objet d'un dépôt qui tient lieu de publication.

Ce dépôt est effectué à la fois :

a) Au secrétariat du comité central des prix;

b) A la direction générale du contrôle économique;

c) A la direction compétente du ministère responsable;

d) Au siège de l'organisme agréé.

L'indication de la date du dépôt au secrétariat du comité central des prix est publiée au *Bulletin officiel des services des prix*.

Sauf dispositions contraires insérées aux arrêtés, et, en ce qui concerne les décisions des organismes agréés, aux arrêtés prévus à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, paragraphe 5^o, les barèmes de prix, listes, tableaux et nomenclatures ainsi déposés sont applicables :

A Paris, quinze jours francs à dater de la publication du dépôt au *Bulletin officiel des services des prix*;

Dans l'arrondissement, quinze jours francs à dater de l'arrivée à la préfecture ou à la sous-préfecture du *Bulletin officiel des services des prix* où est publiée l'indication du dépôt.

Les barèmes de prix, listes, tableaux et nomenclatures qui sont ainsi déposés peuvent être consultés sur place dans chacun des lieux de dépôt aux heures de réception du public.

Art. 31. — Les arrêtés des commissaires régionaux de la République et des préfets prévus à l'alinéa 1^{er}, paragraphes 3^o, 4^o de l'article 1^{er} et à l'article 4, ainsi que les arrêtés interministériels ou ministériels qui les modifient ou qui y suppléent sont publiés par voie d'affichage à la préfecture, tant au siège de la région que dans chaque chef-lieu de département.

Ils sont adressés, dans chaque arrondissement, à la sous-préfecture.

Ils sont applicables, sauf dispositions contraires insérées aux arrêtés, un jour franc à dater de leur affichage.

A cet effet, la date d'affichage est consignée sur un registre tenu à la préfecture.

Art. 32. — Les décisions des organismes agréés prévues à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, paragraphe 5^o, qui sont spéciales à une ou plusieurs entreprises sont notifiées aux entreprises qu'elles concernent par l'organisme agréé auquel elles ressortissent au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception et déposées à la fois :

a) Au secrétariat du comité central des prix;

b) A la direction générale du contrôle économique;

c) Au siège de l'organisme agréé.

Ce dernier en donne connaissance sur place ou en délivre des extraits sur demande.

Sauf dispositions contraires insérées aux arrêtés prévus à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, paragraphe 5^o, les décisions visées ci-dessus sont applicables un jour franc après la date de réception de la lettre de notification, la date portée sur l'accusé de réception remis à l'organisme agréé faisant foi.

CHAPITRE II. — Du marquage, de l'étiquetage et de l'affichage des prix.

Art. 33. — La publicité des prix est assurée à l'égard du consommateur par voie de marquage, d'étiquetage, d'affichage ou par tout autre procédé approprié.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par arrêté du ministre de l'économie nationale.

CHAPITRE III. — Des mentions des factures.

Art. 34. — Les factures d'achat doivent mentionner d'une façon distincte, les mentions prescrites par arrêté du ministre de l'économie nationale.

Le montant du prix fixé ou de la majoration autorisée doit également figurer sur les factures.

LIVRE II

Des infractions et des sanctions.

CHAPITRE I^{er}. — Des infractions.

Art. 35. — Au regard de la présente ordonnance, est considéré comme prix illicite :

- 1° Le prix supérieur aux prix-limites ou aux prix fixés comme il est dit au livre I^{er};
- 2° Le prix inférieur au prix minimum fixé comme il est dit au livre I^{er};
- 3° Le prix qui est maintenu à son niveau précédent alors qu'il aurait dû faire l'objet d'une diminution de prix conformément à l'article 18;
- 4° Le prix qui est maintenu à son niveau précédent alors qu'il a fait l'objet d'une décision de diminution de prix conformément à l'article 23.

Art. 36. — Constituent la pratique de prix illicites :

- 1° Toute vente de produits, toute prestation de services, toutes offres, propositions de vente de produits ou de prestation de services faites ou contractées à un prix illicite;
 - 2° Tous achats et offres d'achats de produits ou les demandes de prestations de services faits ou contractés sciemment à un prix illicite;
- Est présumé avoir été fait ou contracté sciemment tout achat assorti d'une facture contenant des indications qui ne correspondent pas à la réalité;
- 3° La mise en vente d'un produit nouveau ou d'un produit qui a subi des modifications et qui n'a pas fait l'objet d'une décision de fixation de prix conformément aux dispositions des articles 24, 26 et 27;
 - 4° Toute infraction aux mesures accessoires édictées par les décisions interministérielles ou ministérielles sauf dispositions contraires insérées auxdites décisions;

5° Toute infraction aux arrêtés pris en vertu de l'article 63, sauf dispositions contraires insérées auxdits arrêtés;

6° Toute infraction aux dispositions de l'article 19;

7° Toute infraction aux dispositions de l'article 64;

8° L'intervention rémunérée sous quelque forme que ce soit d'un intermédiaire nouveau, tel qu'il est défini à l'article 22;

9° Les ventes ou offres de vente et les achats ou offres d'achat comportant sous quelque forme que ce soit une prestation occulte;

10° Les prestations de services, les offres de prestations de services, les demandes de prestations de services comportant sous quelque forme que ce soit, une rémunération occulte;

11° Les ventes ou offres de vente et les offres d'achat comportant la livraison de produits inférieurs en quantité ou en qualité à ceux facturés ou à facturer, retenus ou proposés, ainsi que les achats sciemment contractés dans les conditions ci-dessus visées;

12° Les prestations de services, les offres de prestations de services, les demandes de prestations de services comportant la fourniture de travaux ou de services inférieurs en importance ou en qualité à ceux retenus ou proposés pour le calcul du prix de ces prestations, offres ou demandes de services, ainsi que les prestations de services sciemment acceptées dans les conditions ci-dessus visées.

Art. 37. — Est assimilé à la pratique de prix illicite le fait :

1° Par tout commerçant, industriel ou artisan :

a) De conserver les produits destinés à la vente en refusant de satisfaire, dans la mesure de ses disponibilités, aux demandes des acheteurs ou de refuser de satisfaire, dans la mesure de ses moyens, aux demandes de prestations de services, dès lors que ces demandes ne présentent aucun caractère anormal et que la vente des produits ou la prestation des services n'est pas interdite par une réglementation spéciale ou soumise à des conditions qui ne sont pas remplies;

b) Sous réserve qu'elle ne soit pas soumise à une réglementation spéciale, de limiter la vente de certains produits ou la prestation de certains services à certaines heures de la journée, alors que les entreprises ou les magasins intéressés restent ouverts pour la vente des autres produits ou la prestation des autres services;

c) Sous réserve qu'elle ne soit pas soumise à une réglementation spéciale, de subordonner la vente d'un produit ou la prestation d'un service quelconque soit à l'achat concomitant d'autres produits, soit à l'achat d'une quantité imposée, soit à la prestation d'un autre service;

d) De ne pas présenter à la première demande des agents visés à l'article 6 de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, les factures, en originaux ou en copies, dont la délivrance et la conservation sont prévues à la section II du livre III de la présente ordonnance;

2° Par toute personne, de détenir tout stock de produits contrairement aux dispositions de la section I du livre III de la présente ordonnance.

CHAPITRE II. — Des sanctions.

Art. 38. — Les infractions définies au chapitre I^{er} du présent livre sont constatées, poursuivies et réprimées dans les conditions de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique.

Art. 39. — Le refus ou le défaut de communication des documents dont la production ou l'envoi peut être exigé conformément aux dispositions des articles 13 et 15, l'opposition à l'action des agents visés à l'article 13 et à celles du rapporteur général près le comité central des prix, les injures et voies de fait commises à leur égard sont constatées par procès-verbal établi par le fonctionnaire intéressé et punies des peines prévues par l'article 42 de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique.

Le procès-verbal de constat est, le cas échéant, adressé au parquet compétent par le rapporteur général près le comité central des prix.

Art. 40. — A l'exclusion des fonctionnaires des services ministériels intéressés qui restent passibles des sanctions disciplinaires prévues par leur statut, quiconque produit ou transmet des renseignements inexacts ou incomplets à l'appui d'une demande de majoration ou de fixation de prix est passible des peines prévues par l'article 39 de l'ordonnance relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique.

Les mêmes peines s'appliquent à quiconque incite à pratiquer des prix illicites

ou qui procède à des fixations de prix pour lesquelles il n'a pas été habilité.

Pour l'application du présent article, le parquet compétent est saisi à la requête du rapporteur général près le comité central des prix.

LIVRE III

Des dispositions annexes à la réglementation des prix.

Section I. — De la détention des stocks.

Art. 41. — Est interdite aux personnes non inscrites au registre du commerce ou des métiers ou qui ne peuvent justifier de la qualité de producteur agricole, la détention, en vue de la vente, d'un stock de produits, denrées ou marchandises quelconques.

Art. 42. — Est interdite aux personnes inscrites au registre du commerce ou des métiers, la détention, en vue de la vente d'un stock de produits, denrées ou marchandises étrangers à l'objet de leur industrie ou commerce, tel que cet objet est défini à leur patente et auxdits registres et tel qu'il est réglementé par le décret du 9 septembre 1939 concernant la création et l'extension des entreprises commerciales ou industrielles.

Art. 43. — Est interdite aux producteurs agricoles la détention en vue de la vente, d'un stock de produits, denrées ou marchandises étrangers à leur exploitation.

Art. 44. — Sera considéré comme détenu, en vue de la vente, tout stock de produits, denrées ou marchandises non justifié par les besoins de l'exploitation et dont l'importance excède manifestement les besoins de l'approvisionnement familial, appréciés selon les usages locaux.

Art. 45. — Les infractions aux dispositions des articles 41 à 44 ci-dessus sont assimilées à la pratique de prix illicites, constatées, poursuivies et réprimées comme telles.

Section II. — Des factures.

Art. 46. — Tout achat de produits, denrées ou marchandises destinés à la revente en l'état ou après transformation, toute prestation de services effectués au profit d'un industriel ou d'un commerçant pour les besoins de son exploitation doit faire l'objet d'une facture.

Cette facture doit être réclamée par l'acheteur; le vendeur est tenu de la délivrer dès que la vente ou la prestation de service est devenue définitive.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux ventes de leurs produits effectuées par les producteurs agricoles ni aux transactions concernant des produits agricoles effectuées sur les foires et marchés.

Ne sont également pas soumises à ces dispositions les ventes des produits de la pêche maritime, effectuées par les producteurs.

Art. 47. — Sous réserve de l'application de toutes autres dispositions législatives ou réglementaires, les factures doivent mentionner le nom ou la raison sociale ainsi que l'adresse de l'acheteur et du vendeur, la quantité, la dénomination précise et le prix unitaire des produits, denrées ou marchandises vendues et des services rendus.

Les factures doivent être rédigées en double exemplaire: le vendeur remet l'original de la facture à l'acheteur et conserve le double.

Art. 48. — Les originaux et les copies de factures doivent être réunis en liasses par ordre de date, et conservés par l'acheteur

et le vendeur pendant un délai de trois années à compter de la transaction.

Le refus de délivrer facture peut être constaté par tout moyen et notamment par une mise en demeure sous forme de lettre recommandée ou par procès-verbal dressé par tout agent de la force publique ou du contrôle économique, requis à cet effet.

Art. 49. — Les infractions aux dispositions des articles 46 à 48 ci-dessus sont assimilées aux infractions relatives à la publicité des prix, constatées, poursuivies et réprimées comme telles.

Section III. — Des prix dans les ventes aux enchères.

Art. 50. — Lorsqu'il y a lieu à vente aux enchères ou à cri public de marchandises, denrées ou objets quelconques neufs ou d'occasion, cette vente ne peut, en aucun cas, donner lieu à un prix d'adjudication qui, sans tenir compte des frais serait supérieur :

1° S'il s'agit de la vente d'une marchandise, denrée ou objet quelconque neufs, au prix résultant des décisions de fixation prises par les autorités compétentes, et à défaut de telles décisions :

Soit par l'application de barèmes de caractère officiel ;

Soit d'une homologation prononcée par l'organisme agréé compétent ;

Soit d'une expertise, dispensée des formes ordinaires, confiée à un expert agréé par les tribunaux ou désigné par l'organisme agréé compétent, lequel expert devra tenir compte des prix pratiqués dans le commerce des marchandises, denrées ou objets identiques ou similaires et, s'il n'existe pas de prix actuels, des prix les plus rapprochés en date ;

2° S'il s'agit de la vente d'une marchandise, denrée ou objet quelconque d'occasion, au prix résultant des décisions de fixation prises par les autorités compétentes et spéciales à cette marchandise, denrée ou objet considérés à l'état d'occasion et, à défaut de telles décisions, à 90 p. 100 (quatre vingt-dix pour cent) du prix de la marchandise, denrée ou objets neufs tel qu'il résulte de l'application de l'alinéa précédent.

Pour l'application des dispositions figurant à la présente décision, sont considérés comme marchandises, denrées ou objets d'occasion toutes marchandises, denrées ou objets, quelles qu'en soient la nature, l'origine et la destination, qui, à un stade quelconque de la production ou de la distribution, sont entrés en la possession d'un consommateur par un acte de négoce ou par tout autre acte à titre onéreux ou à titre gracieux.

Art. 51. — Si plusieurs acquéreurs éventuels offrent de payer le prix d'adjudication limite, l'adjudication est prononcée à ce prix, mais en vue de la désignation de l'adjudicataire, l'officier public ou ministériel, le courtier, le mandataire ou toute autre personne procédant à la vente continue à recevoir les enchères de ces acquéreurs.

Il annonce au préalable que le montant de ces enchères supplémentaires, distinctes du prix d'adjudication, sera acquis selon la qualité du vendeur soit à l'Etat, soit au département ou à la commune pour être affecté à des œuvres d'intérêt social et ne pourra, en cas de revente de la chose par l'adjudicataire, être introduit, sous quelque forme que ce soit, dans le calcul du prix licite de la revente.

Le montant des enchères supplémentaires n'entre pas en ligne de compte pour la liquidation des droits et taxes de toute nature et ne donne lieu à la perception que de la moitié des honoraires alloués

par les tarifs en vigueur à l'officier public ou ministériel, au courtier, au mandataire ou à la personne ayant procédé à la vente. Le versement en est effectué au bureau de l'enregistrement et des domaines, soit dans le délai imparti pour l'enregistrement de l'acte de vente, soit pour les actes dispensés de cette formalité, dans les vingt jours de leur date, sous peine d'une amende de 1 p. 100 par mois ou fraction de mois de retard à la charge de l'officier public ou ministériel, du courtier, du mandataire ou de la personne ayant procédé à la vente.

Par dérogation à l'alinéa 2 du présent article, lorsque la vente a été faite pour le compte d'un département, d'une commune ou d'un établissement public départemental ou communal, le montant des dites enchères est reversé par l'administration de l'enregistrement et des domaines à la collectivité intéressée pour être affecté au paiement des contingents d'assistance ou être attribué au bureau de bienfaisance ou d'assistance.

Art. 52. — Avant tout recours aux enchères supplémentaires, un droit de préemption au prix limite qui s'exerce dans l'ordre ci-après, est accordé :

1° Aux héritiers, dans les ventes après décès ; aux conjoints, ou à défaut, à leurs descendants, dans les ventes après liquidation de communauté et, d'une manière générale, aux indivisaires, en cas de licitation ou de vente volontaire de biens indivis ;

2° Aux ministres responsables des produits et services dont la liste est établie par décret conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, alinéa premier, § 1^{er} de la présente ordonnance, chacun en ce qui les concerne, sur les marchandises, denrées ou objets quelconques dont la liste sera fixée par arrêté concerté du ministre de l'économie nationale et du ministre intéressé ;

3° A l'entraide française, sur les marchandises, denrées ou objets quelconques dont la liste est établie par un arrêté du ministre de l'économie nationale.

Les actes dits arrêtés du 8 février 1944 et arrêtés du 24 avril 1944, relatifs respectivement à l'exercice du droit de préemption accordé au ministre de l'agriculture et du ravitaillement et à l'entraide française restent provisoirement en vigueur jusqu'à l'intervention des arrêtés prévus aux 2^o et 3^o qui précèdent.

Lorsque le droit de préemption est exercé concurremment par plusieurs personnes désignées au paragraphe 1^{er} du présent article, il est fait application des dispositions de l'article 51.

Art. 53. — Lorsque l'adjudication est prescrite par la loi, notamment dans les cas prévus aux articles 452, 826 et 839 du code civil, 583 à 635 du code de procédure civile et 534 du code de commerce, celui à qui appartenaient, indivisément ou non, les biens vendus ou licités, ou son représentant légal, et dans les cas de vente après faillite, le syndic, peuvent exercer auprès du ministre des finances, une action gracieuse en restitution totale ou partielle des enchères supplémentaires versées au bureau de l'enregistrement et des domaines.

Art. 54. — Chaque fois que l'adjudication a été prononcée au prix-limite ou après enchères supplémentaires, l'officier public ou ministériel, le courtier, le mandataire ou toute autre personne ayant procédé à la vente, fait connaître au directeur départemental du contrôle économique dans les quinze jours qui suivent l'adjudication,

les nom, profession et domicile déclarés par l'acquéreur, ainsi que les diverses modalités de l'adjudication.

Art. 55. — En vue de permettre l'exercice du droit de préemption prévu aux paragraphes 2^o et 3^o de l'article 52, tout officier public ou ministériel, courtier, mandataire ou toute autre personne procédant à la vente est tenu d'en aviser le préfet vingt jours à l'avance.

La déclaration prévue à l'alinéa 2 de l'article 58 tient lieu, le cas échéant, de l'avis ci-dessus prescrit.

En cas d'urgence, notamment lorsque la vente porte sur des denrées périssables, le préfet peut autoriser la vente avant l'expiration de ce délai.

Art. 56. — Lorsque la vente porte sur une denrée dont la cession n'est autorisée que moyennant la remise par le cessionnaire d'un bon, ticket ou coupon, en exécution de la réglementation relative au rationnement des denrées ou à l'organisation professionnelle, les bons, tickets ou coupons sont remis à la personne pour le compte de laquelle la vente a lieu ou, si cette personne n'est ni présente ni représentée, à l'officier public ou ministériel, au courtier, au mandataire ou à toute autre personne qui procède à la vente.

Toutefois, lorsque la vente a lieu par cessation de commerce, liquidation judiciaire ou faillite, les titres d'achats énumérés à l'alinéa précédent sont remis, s'il y a lieu, à l'acquéreur du droit à l'achalandage.

Art. 57. — L'officier public ou ministériel, le courtier, le mandataire ou toute autre personne procédant à la vente qui contrevient sciemment aux dispositions de l'article 50 ou de l'article 51, est passible des peines prévues à l'article 40 de l'ordonnance relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique.

Les peines portées audit article sont également applicables au vendeur qui, sciemment, aura bénéficié d'un prix d'adjudication supérieur au prix limite défini à l'article 50, et à l'acheteur qui, sciemment, et autrement que par enchères supplémentaires, aura dépassé ce prix limite.

L'officier public ou ministériel, le courtier ou le mandataire ou toute autre personne procédant à la vente qui ne donne pas en temps utile les avis prévus à l'article 51, alinéa 2, et aux articles 54 et 55 est passible d'une amende de deux cents à dix mille francs.

Les infractions prévues aux trois alinéas qui précèdent sont constatées et poursuivies conformément aux dispositions des articles 1^{er} à 38, 44 à 52, 58 à 61 de l'ordonnance relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique.

Les infractions à l'article 56 de la présente ordonnance sont passibles des peines prévues pour infractions à la réglementation concernant les opérations relatives au rationnement ; elles seront constatées et poursuivies comme ces dernières infractions.

Art. 58. — Aucune des peines prévues aux alinéas 1^{er}, 2 et 3 de l'article précédent ne peut être prononcée lorsque l'officier public ou ministériel, le courtier, le mandataire ou toute autre personne procédant à la vente s'est conformé aux prix limites d'adjudication qui lui auraient été notifiés avant la date de la vente par le préfet.

L'officier public ou ministériel, le courtier, le mandataire ou la personne procédant à la vente a la faculté de provoquer cette notification en déclarant au préfet

vingt jours au moins à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception, en même temps que la date à laquelle il y sera procédé, les objets ou catégories d'objets qui seront mis en vente. Il indiquera, en spécifiant leurs caractéristiques essentielles et notamment leur matière principale et leurs dimensions, ceux de ces objets sur le prix desquels il désire être renseigné.

Art. 59. — Les dispositions de la présente section ne s'appliquent pas aux objets ayant une valeur de collection ou d'art.

LIVRE IV

Dispositions générales.

Art. 60. — I. — Les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent à tous les produits et à tous les services et notamment :

a) Au prix du blé, sauf en ce qui concerne la nature des décisions portant fixation du prix de ce produit ;

b) Aux prix dans les établissements classés comme hôtels de tourisme, les arrêtés fixant ces prix devant toutefois être contresignés par le ministre des travaux publics et des transports ;

c) Aux prix des locations autres que celles portant sur des immeubles et qui ne sont pas régies par les dispositions législatives spéciales.

II. — Les dispositions de la présente ordonnance ne sont pas applicables :

a) A la nature des décisions relatives aux prix des produits de monopole qui reste celle prévue par les textes régissant ces produits ; toutefois, les lois, décrets et arrêtés qui fixent les prix des produits de monopole doivent être contresignés par le ministre de l'économie nationale ;

b) Aux tarifs des chemins de fer d'intérêt général, des voies ferrées d'intérêt local et des services routiers en remplacement desdits transports par fer, toutes les fois que ces services sont soumis au régime de concession du réseau dont ils dépendent.

Art. 61. — Les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent :

a) Aux prix des opérations pour les exportations à destination de l'empire français ;

b) Aux prix de toutes les opérations effectuées sur le territoire métropolitain ou dans les eaux territoriales métropolitaines ;

c) Aux prix « CAF » des opérations relatives aux produits importés ;

d) Aux prix de vente des produits sortant de l'entrepôt de douane, lors de leur introduction sur le territoire douanier français ;

e) Aux prix des opérations pour les importations en provenance de l'empire et de l'étranger.

Art. 62. — Les dispositions de la présente ordonnance ne s'appliquent pas aux exportations directes ou par commissionnaire vers l'étranger.

Art. 63. — Le ministre de l'économie nationale peut prendre par arrêté toutes les mesures relatives à l'application de la présente ordonnance et notamment :

Les règles générales d'application des délégations de compétence ;

Les règles générales d'application relatives aux prix des produits d'occasion ;

Les règles générales d'application rela-

tives aux prix de consignation des emballages.

Art. 64. — Sauf dispositions contraires insérées aux arrêtés comportant une majoration de prix, ceux-ci ne s'appliquent pas aux stocks constitués avant leur date d'entrée en vigueur.

Toutefois, et sous réserve, le cas échéant, d'un versement compensatoire à une ou plusieurs caisses de péréquation ou de compensation, des dispositions spéciales des arrêtés visés à l'alinéa précédent peuvent en étendre l'application aux stocks constitués avant leur date d'entrée en vigueur. Elles indiquent les diverses modalités financières ou autres de cette extension.

Sauf dispositions contraires insérées aux arrêtés fixant les prix des produits visés à l'article 20 de la présente ordonnance, ceux-ci s'appliquent aux stocks constitués avant leur date d'entrée en vigueur.

Sauf dispositions contraires insérées aux arrêtés comportant une diminution de prix, ceux-ci s'appliquent aux stocks constitués avant leur date d'entrée en vigueur.

Sont considérés comme stocks au regard du présent article, toutes quantités de produits consommables ou utilisables en l'état à la date d'entrée en vigueur des arrêtés, même si ces produits doivent faire ultérieurement l'objet de conditionnement ou de finition.

Art. 65. — Sauf dispositions contraires insérées aux arrêtés qui en fixent les prix, les produits agricoles s'entendent des produits livrés au lieu des exploitations agricoles où ils ont été récoltés.

Art. 66. — Sauf dispositions contraires, les décrets ou arrêtés qui fixent les prix de certains produits ou de certains services pour une campagne déterminée continuent à s'appliquer aux campagnes ultérieures à défaut de décisions nouvelles relatives au prix de ces produits ou services.

Art. 67. — Sont validés :

1° Tous les actes dits arrêtés et toutes les décisions en vigueur au 19 août 1944 pris par les autorités ou organismes compétents depuis le 16 juin 1940 en conformité des dispositions en vigueur ;

2° Toutes les décisions en vigueur au 19 août 1944 prises par le comité central des prix et signifiées aux intéressés par lettres missives ;

3° Tous les arrêtés interministériels et ministériels qui n'ont pu être régulièrement publiés au *Bulletin officiel des services des prix* à partir du 19 août 1944 et n'ont fait l'objet que d'une simple notification.

Art. 68. — Demeurent en vigueur toutes les décisions régulièrement prises en conformité des textes en vigueur entre le 1^{er} septembre 1939 et le 16 juin 1940 qui n'ont pas été abrogées, modifiées ou complétées par des arrêtés ou décisions visés aux paragraphes 1^{er}, 2^o et 3^o de l'article précédent.

Art. 69. — Les dispositions de la présente ordonnance sont applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Un arrêté du ministre de l'économie nationale en déterminera les conditions d'application.

Art. 70. — Un décret rendra applicable à l'Algérie la présente ordonnance. Un arrêté gubernatorial en fixera les modalités d'application.

Art. 71. — Est expressément constatée la nullité des actes dits :

1^o Loi du 8 février 1941 sur la détention des stocks ;

2^o Loi du 29 mars 1941 tendant à rendre obligatoire l'établissement d'une facture pour tout achat de produits, denrées ou marchandises destinés à la revente ;

3^o Loi du 13 août 1943 réglementant les prix dans les ventes aux enchères.

Est également expressément constatée la nullité :

1^o Des dispositions des articles 1^{er} à 38, 64 *ter*, 75 à 77, 78 *bis*, 79 et 80 ainsi que le tableau A de l'acte dit loi du 21 octobre 1940, modifiant, complétant et codifiant la législation sur les prix, modifiée par les actes dits lois des 7 août 1942, 31 décembre 1942, 8 juin 1943, 2 novembre 1943 et 15 juin 1944 ;

2^o Des articles 8, 9, 10 et 12 de l'acte dit loi du 4 avril 1942 relative au classement et aux prix des hôtels et restaurants ;

3^o De l'article 19, 2^o, 1^{er} alinéa, de l'acte dit loi du 30 avril 1941 relative à l'organisation du secrétariat d'Etat à la production industrielle, en tant qu'elle charge le service des constructions provisoires de fixer les prix de ces constructions et de leurs accessoires.

Ces constatations de nullité ne portent pas atteinte aux effets résultant de l'application desdits textes antérieurs à la mise en vigueur de la présente ordonnance.

Art. 72. — Sont abrogés :

1^o L'article 13 de l'ordonnance du 30 septembre 1941 relative à la réglementation provisoire de la presse périodique en territoire métropolitain libéré, en tant qu'elle contient les termes : « les prix de vente des journaux et périodiques » ;

2^o L'article 2 de l'ordonnance du 5 février 1945 modifiant l'ordonnance du 3 juin 1944 réglementant les transports routiers de marchandises et généralement toutes dispositions contraires à la présente ordonnance.

Art. 73. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 30 juin 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
PIERRE-HENRI TEITGEN.

Le ministre de l'agriculture,
ministre de l'intérieur par intérim,
TANGUY PRIGENT.

Le ministre de l'économie nationale
et des finances,
R. PLEVEN.

Le ministre de la production industrielle,
ROBERT LACOSTE.

Le ministre des travaux publics
et des transports,
HENRI MAYER.

Le ministre de l'agriculture,
TANGUY PRIGENT.

Le ministre du travail,
ALEXANDRE PARODI.

Le ministre du ravitaillement,
CHRISTIAN PINEAU.

Le ministre des postes, télégraphes
et téléphones,
EUGÈNE THOMAS.

Le ministre de l'information,
JACQUES SOUSTELLE.

Le ministre de la santé publique,
FRANÇOIS BILLOUX.